



Les frasques d'une immigration clandestine à Daloa dans le Haut Sassandra-Cote d'Ivoire

Moussa KONE,

Enseignant-chercheur,

Université Jean Lorougono Guédé de Daloa,

kmoussa2@yahoo.fr

Wapo Marechal SERI,

Doctorant, Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa,

marechalseriw@gmail.com

Résumé: L'immigration clandestine est devenue une question de société et suscite toutes les controverses compte tenu de son importance. Cet article qui à partir d'un cas spécifique de jeunes ivoiriens qui partent pour le « périr-ple » malgré les contraintes nombreuses. Comment se construit l'idée d'immigrer chez les jeunes de Daloa? Quels sont les risques encourus? A qui bénéficient à long terme ces voyages à risque? Cet article qui traite de l'immigration a pour objectif de découvrir les raisons de l'immigration des jeunes de Daloa en Côte d'Ivoire. L'enquête menée auprès de 17 jeunes de Daloa qui ont réussi le voyage et qui de temps à autre reviennent avec des documents officiels et qui estiment que le désarroi des jeunes face aux difficultés familiales est une raison valable qui les a poussés à immigrer avec les bénédictions familiales.

L'article amorce des réponses fondées sur une analyse de contenu, des observations et des collectes de données de terrain. La posture méthodologique s'appuie sur l'action collective. De l'analyse des données collectées sur le terrain, des observations et des ressources documentaires, il apparaît clairement qu'au niveau social, les populations de Daloa comme ceux de la Côte d'Ivoire connaissent une accentuation du chômage, jusqu'en 2013, plus de 70% des jeunes entre 25 et 35 ans sont sans emploi. Après une décennie de crise ivoirienne qui a provoqué une désagrégation des infrastructures socio-économique de base, force est de constater que nos matières premières ne sont pas transformées localement. Il y a de moins en moins d'entreprises qui sont créées. Par conséquent, le taux de chômage est estimé à 25% selon les "réalités" locales marquées par le sous-emploi et l'emploi informel avec un seuil de pauvreté de 46,30% en 2015. Cette réalité à elle seule pousse nécessairement les jeunes ivoiriens à aller en Europe dans un contexte de corruption généralisée et de fuite de capitaux. Facteurs qui n'œuvrent pas au développement des conditions de vie socio-économique des populations.

Malgré tout, la résolution du problème de l'immigration clandestine au vu de ces risques passe par l'analyse de ces causes. Cela paraît donc utopique et c'est pourquoi, compte tenu du fait que les bénéfices sont partagés, qu'il soit un mécanisme d'immigration clandestine organisée au niveau international. Nous sommes bien dans la mondialisation et les problèmes nationaux influencent absolument le niveau international.

Mots-clés : Côte d'Ivoire-Immigration clandestine-Jeunes à risque -Résiliances



Introduction : Problématique et intérêts de la recherche

Le problème de la migration clandestine n'est pas un phénomène nouveau. Il a toujours fait l'objet d'attention des politiques de développement des pays du tiers monde. Cette question demeure aussi une préoccupation majeure pour les Etats Européens du fait du flux migratoire de plus en plus croissant au fil des années¹.

Cette situation soulève de nombreuses interrogations tant pour les pays en voie de développement que pour les pays développés. En effet, les pays africains depuis les indépendances n'ont pas œuvré à la mise en place de véritables politiques de développement. Plus d'un demi-siècle après les indépendances, et avec plus de 75%² de jeunes de moins de 25 ans, les problèmes de nécessité vitale, c'est-à-dire les difficultés liées à l'emploi, à la santé, au logement se posent avec acuité à cette jeunesse en soif de réussite. L'Europe, par le biais des masses médias et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication représente un appât, un attrait, voire un idéal pour ces jeunes africains dont certains sont déterminés, au prix de leur vie, à braver la méditerranée pour réaliser leur rêve. En sus, il faut relever, comme exemple ces stars du football africains qui donnent une image idyllique de l'Europe pendant leur bref passage au pays.

Aujourd'hui, l'immigration est l'une des plus grandes menaces de la stabilité socio-économique et politique des Etats de la planète. Ce fléau touche presque tous les pays africains. Il a atteint son paroxysme ces dernières années. Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM 2015), plus de 1750 migrants ont connu une situation tragique en Méditerranée, dans la première moitié de l'année 2015, soit trente fois plus que l'année dernière à la même période. Le même rapport estimait à plus de 30.000 les migrants qui pourraient mourir dans la méditerranée à la fin de l'année 2015.

La Cote d'Ivoire n'est pas en marge de ce phénomène. Pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR), 7 % des migrants clandestins arrivés sur les côtes italiennes, de janvier à juillet 2015, étaient ivoiriens, soit environ 6 500 personnes (HCR

¹ Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM 2016), plus de 1.750 migrants sont morts en Méditerranée depuis le début de l'année 2015, soit trente fois plus que l'année dernière à la même période. Selon le même rapport, le nombre de tentatives de traversées pourrait exploser et près de 30.000 migrants pourraient mourir d'ici la fin de l'année.

² Sommet Afrique-Europe, novembre Abidjan 2017.



2015). Dans cet élan, la ville de Daloa est utilisée comme une plateforme principale de départ de la plupart des migrants clandestins ivoiriens.

Cet article a pour objet, à partir d'une étude ethnographique, de montrer l'incidence de la migration clandestine au sein des sociétés africaines en général, et particulièrement en Côte d'Ivoire, pays réputé pour être parmi les cinq principales bases de l'émigration depuis Afrique Subsaharienne. Daloa, ancien front pionnier, situé au centre ouest de la Côte d'Ivoire est aujourd'hui un important carrefour des candidats pour l'Europe. Il faudra comprendre les frasques de cette immigration clandestine surtout face à des jeunes qui veulent, à tout prix, atteindre les côtes européennes.

Migrer à tout prix

L'Occident suscite toujours fantasmes et mirages. Il est considéré l'Eldorado, le lieu où on peut gagner de l'argent sans beaucoup d'efforts. Ce fantasme est entretenu par plusieurs facteurs sociaux.

D'abord, soulignons la propagande réalisée à la fois par les chaînes de télévisions européennes à travers l'image qu'elles projettent de leurs villes et les réalisations des émigrés dans leurs régions d'origines. L'exemple le plus palpable est celui des footballeurs qui ne manquent pas d'exposer leurs richesses sur les réseaux sociaux et les télévisions. Ces éléments sont des facteurs d'attraction qui motivent les jeunes africains à migrer.

Au-delà de ces propagandes, il existe des pesanteurs sociales propres aux sociétés locales. Ces pesanteurs contribuent à la vulgarisation du phénomène migratoire. Dans ce registre, il y a la misère qui est le motif le plus apparent des migrations clandestines. En effet, la Côte d'Ivoire a connu une longue période de crise militaro-politique (de 2002 à 2011) qui a détérioré les activités économiques en impliquant une croissance vertigineuse du chômage. Ainsi des milliers de jeunes se sont retrouvés dans une fragilité économique et surtout sociale (Bouhouch, 2008). C'est ce qui les pousse à s'engager dans la migration clandestine avec tous les risques que cela comporte. En sus, à Daloa, le marché des petites affaires que l'on appelle communément le « Black » a été démantelé par les autorités municipales alors qu'il était le lieu par excellence où de nombreux jeunes déscolarisés (de 20 et 40 ans) exerçaient une activité génératrice de revenu. Cette destruction au profit d'un opérateur économique en 2015 c'est-à-dire seulement quatre (4) ans après la crise post-électorale en 2011 a été le véritable déclencheur d'importants mouvements migratoires clandestins dans cette grande région.



Par ailleurs, il est à noter que la misère familiale est une pression sociale. Elle amène certains parents à organiser eux-mêmes le voyage de leurs enfants. C'est surtout le cas des familles polygames dans lesquelles il existe une certaine concurrence entre les mères. Lorsque la rivale a des enfants qui disposent de moyens financiers, la coépouse se sent contrainte de tout mettre en œuvre pour que les siens puissent en avoir. De ce fait, certaines mères vendent tous leurs bijoux de valeurs et autres biens pour financer le voyage de leurs enfants.

En outre, il existe des communautés où les parents font des cotisations pour financer le voyage de leurs enfants. Ces parents donnent des bénédictions communément appelés « douaou »³ à leurs enfants qui effectuent la migration clandestine.

A l'instar de la caution familiale, il y a la caution communautaire de la migration clandestine qui se traduit par des prières de bénédictions dans les mosquées pour les candidats à la migration. Pour les communautés locales, avoir un enfant en Europe est un prestige. Pour cela, certaines familles financièrement aisées, mettent tout en œuvre pour financer le voyage de leurs progénitures.

Par ailleurs, la croissance démographique, avec pour corolaire l'émergence de l'individualisme, installe un malaise et un sentiment de culpabilité chez les jeunes chômeurs. Ils sont de plus en plus mal perçus voire considérés comme des paresseux voués à vivre au crochet des autres. Ce phénomène a plus d'ampleur une fois de plus dans les familles polygames à cause des rivalités entre demi-frères et coépouses. Les jeunes qui se trouvent dans de telles situations conditionnent leur mentalité au fait que le voyage par tous les moyens est la seule voie de sortie. À cet égard, certains vont jusqu'à vendre des terres familiales pour financer le voyage clandestin.

Dans les pays de départ, il existe un certain nombre de représentations ou de perceptions sur la migration clandestine. Ces représentations alimentent ou entretiennent le sentiment ou la représentation d'un « héros ou d'un digne fils ». En effet, le fait d'aller en Europe se présente régulièrement comme une fierté familiale, une réussite totale, un reclassement social, l'opulence, l'ouverture au bonheur, un idéal de vie, une réussite évidente. Toutes ces représentations font ressortir l'idée d'un excès de bien-être social. Une telle idéologie ne peut que pousser les gens à aller affronter la mer avec tous les dangers que cela

³ Il s'agit de la caution spirituelle des géniteurs gage, de réussite pour l'enfant qui s'engage dans toutes sortes d'aventure incertaine.



comporte. Ce n'est plus une histoire de pauvreté, de chômage des jeunes, d'exclusion sociale car il n'y a pas que les pauvres qui s'y adonnent. Le migrant clandestin est souvent mieux perçu qu'un cadre du pays. Il s'agit plutôt d'une affaire d'idéologie. Pour dire que la force de l'idéologie concourt à transformer les sociétés africaines. Comment ne pas évoquer ce fameux slogan des migrants clandestins : « Plutôt la mort dans la mer que la honte devant ma mère ».

Enfin, les réseaux sociaux se positionnent comme l'un des plus grands vecteurs d'incitations à la migration des jeunes. En effets, ces réseaux permettent aux migrants d'interagir avec leurs amis et connaissances restés au pays. Au cours de ces interactions, le style de vie séduisant de ces migrants clandestins nouveaux incitent les autres jeunes restés au pays à les rejoindre par tous les moyens.

Comme évoqué supra, la migration clandestine est incubée par des problèmes économiques. Paradoxalement, la Côte d'Ivoire qui constitue un exemple éloquent de croissance économique en Afrique depuis 2012, se positionne comme le cinquième pays le plus touché par la migration clandestine dans la sous-région. En effet, ces dernières années, les autorités ivoiriennes communiquent une croissance économique à deux chiffres. Cependant, les effets de ce succès économique ne se perçoivent pas au niveau social. Par exemple, il y a très peu d'investissements dans les écoles, les hôpitaux et dans l'entrepreneuriat. Le chômage des jeunes connaît une ampleur sans précédent, tandis que l'inflation continue sa marche en avant sur les marchés de consommation. Ainsi, ce pays qui représente un Eldorado pour les habitants des autres pays de la sous-région, voit ses ressortissants eux-mêmes rêver d'un Eldorado. Ce statut est imputable à une croissance économique non inclusive et quantitativiste (Olivier de Sardan, 2016).

Par ailleurs, relevons que les jeunes ont quand même leur part de responsabilité car les montants versés aux acteurs du voyage clandestin varient entre 500000 et 1000000 FCFA. Ces montants auraient pu servir à financer des micro-projets. C'est le cas du Président des jeunes de Bonon (une ville située à 40 km de Daloa) qui a péri en mer alors qu'il était un opérateur économique dont les affaires prospéraient. Son embarcation a été arrêtée et percée par balles en plein océan par les passeurs libyens qui n'avaient pas autorisés son départ. En effet, parti régler une affaire, les passeurs libyens ont formellement interdit à leurs collaborateurs d'embarquer à leur absence. De retour, ils ont rattrapé l'embarcation en mer et l'ont percé par balles.



La migration clandestine est une vieille pratique qui a pris de l'ampleur en Côte d'Ivoire en 2005 pour atteindre son paroxysme aux alentours de 2015. Depuis 2015, les autorités italiennes ont toujours informés les Etats de la venue des migrants sur leur sol et les dangers que cela constituent. Ce qui arrive n'est que la conséquence de l'inaction des gouvernants africains. En effet, plusieurs rencontres internationales⁴ sur la migration clandestine ont eu lieu. Cependant, ces rencontres n'ont pas permis de mettre en place des solutions efficaces et durables. Or, les sommes colossales déployées dans ces rencontres internationales auraient pu permettre de lutter plus efficacement contre la migration clandestine en finançant des actions concrètes sur le terrain. Les causes profondes de ces migrations ne sont nuls autres que les problèmes sociaux, politiques et économiques qui sévissent dans les pays africains. Ces problèmes sont réels au point que les migrants clandestins ne sont pas uniquement les personnes qui ont connu un échec scolaire. Parmi elles, il y a aussi des diplômés et même des fonctionnaires fuyant une certaine insécurité.

Dans Le Monde Afrique un migrant affirme qu'« on connaît le danger et on sait que 20% de ce qui vont meurt dans le désert ou en mer mais c'est insignifiant au risque de rester ici. On a beau avoir un gouvernement riche ça ne se sent pas dans les assiettes ». La société elle-même autorise ses jeunes à braver l'océan méditerranéen. Quel est donc cet itinéraire que bravent les jeunes migrants clandestins et que vivent-ils comme calvaire ? En plus de l'itinéraire, nous allons raconter le cas d'un fils de migrant burkinabé venu en Côte d'Ivoire et aujourd'hui à Paris. Ces informations sur l'itinéraire de ce jeune migrant clandestin ont été recueillies sur les réseaux sociaux.

Les chemins de l'espoir ou "périr-plè" : Itinéraires des migrants clandestins.

Le réseau migratoire clandestin de la ville de Daloa est très bien structuré. Chaque acteur y joue un rôle bien précis. D'abord, tout candidat désireux se rendre en Europe est dans un premier temps « sensibilisé et mis en confiance » par les membres du réseau. Ces membres procèdent en leur présentant des exemples de jeunes qui ont tenté l'aventure et qui aujourd'hui se retrouvent en Europe. Les réseaux sociaux notamment Facebook font office de preuve palpable. Ensuite, l'on met en avant la référence de la ville. Plusieurs migrants viennent d'horizon divers pour aller en Europe. Le HCR indique que : « six mille cinq cent (6500) migrants arrivant sur les côtes italiennes de Janvier à Juillet en 2016 étaient tous des

⁴ Je veux faire référence aux cinq sommets Union Africaine-Union Européenne sur la migration clandestine (Caire-2000, Lisbonne-2007, Syrte-2010, Bruxelles-2014, Abidjan-2017).



ivoiriens issus de la ville de Daloa ». Pour le Directeur Général des Ivoiriens de l'extérieur au Ministère de l'intégration, « cette ville est la plate de forme de départ de la migration en Côte d'Ivoire ». Ancien front pionnier, Daloa, ville cosmopolite de la Côte d'Ivoire, regroupe en son sein plusieurs groupes ethnoculturels. Nous avons une population venue d'horizon divers à la recherche d'un bien être. Quelques décennies plus tard, vu le manque d'infrastructures d'embauche, les jeunes descendants de migrants vont donc s'organiser pour aller en Europe à l'image de leurs pères venus en Côte d'Ivoire quelques années auparavant.

Dans l'organisation pratique du voyage, la dernière stratégie consiste à regrouper les migrants à des endroits différents et secrets. Le candidat lui-même ignore jusqu'à la date du départ. À partir de Daloa, il y a deux itinéraires :

- Daloa → **Bouaké** → Burkina → Niamey → Agadez → Sebha → Benwali → Tripoli → en bordure de la méditerranée.
- Daloa → **Bouaké** → Bamako → Gao → Algérie → Mistrata → Tripoli → en bordure de la méditerranée.

Ces itinéraires constituent des boulevards, des portes ouvertes à l'insécurité des populations. Cela dénote de la porosité des frontières qui pourrait favoriser les trafics et les activités terroristes. A titre d'illustration, l'on peut évoquer les attentats terroristes au Burkina Faso, au Mali, en Côte d'Ivoire et au Niger qui représentent concomitamment les routes de la migration clandestine. Au regard de cet itinéraire, quatre pays de l'Afrique subsaharienne se dégagent. Ces quatre pays ont paradoxalement été victimes au moins d'un attentat terroriste ces trois dernières années et même récemment le Burkina Faso en mars dernier. Or c'est pendant ces trois dernières années que la migration clandestine s'est accrue dans cette région de l'Afrique. Pour preuve, à Daloa, l'on organisait le départ d'environ 120 personnes par jour dès 2015. Jusqu'à la fin de l'année 2017, l'on est autour d'un voyage par semaine tous les lundis. Le nombre a véritablement baissé car il est passé de 120 personnes à une dizaine aujourd'hui. Il y a trois « gares de Libye » invisibles, d'où partaient tous ces voyages. Ces gares invisibles existent encore aujourd'hui.

La véritable condition nécessaire qui s'impose aux migrants est l'argent des passeurs. Une fois cette somme payée, le reste de l'aventure appartient au « douaou » (la chance). Néanmoins, il est exigé d'apporter le moins de bagages possible. Pour attirer la chance,



certain candidats à la migration clandestine vont consulter des marabouts et font, sur recommandation de ces derniers, des sacrifices. Selon nos informations, l'ensemble des migrants qui ont consulté un certain marabout ont tous réussi leurs migrations et sont tous arrivés en Europe.

Les migrants clandestins engagent dangereusement leur vie au moins à trois niveaux :

- la traversée du désert ou de la mer avec les risques de kidnapping, de noyade, de problèmes de santé ou même le risque d'être abattu ;
- la vie ou la mort en Libye. Avec la vie, on risque d'être violé autant pour les hommes que pour les femmes, d'être emprisonné dans des conditions inhumaines, en violation des lois internationales sur la migration ;
- le risque d'être vendu comme esclave à des prix variant entre 200.000f à 1.000.000 f selon la qualité de la marchandise humaine.

Enfin, la traversée de la méditerranée qui s'effectue à bord des embarcations de fortunes, à prix d'or et au péril de la vie. Pour illustrer les risques évoqués dans ce périple Vincent Manilève écrivait qu'en Avril 2014, « un bateau rempli de migrants en provenance de Libye faisait naufrage au large des côtes italiennes, provoquant la mort de plus de 900 personnes. » Ce témoignage n'est qu'une goutte d'eau dans la mer. En effet, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 1.750 migrants sont morts en Méditerranée dans la première moitié de l'année 2015. Toute cette tragédie est causée par la noyade, le mauvais temps, les bousculades, la déshydratation, la chaleur, l'absence de nourriture, les avaries matérielles.

Nous vous partageons le cas de ce jeune migrant clandestin vivant aujourd'hui à Paris : J'ai revu le niveau d'étude de cet individu qui ne colle pas avec le niveau de langue utilisé.

Je m'appelle Ouédraogo Fousséni. J'ai 31 ans) mais mon âge réel est 34 ans. D'abord, j'ai été scolarisé à l'école franco-arabe à Onahio (département de Gagnoa). Après l'obtention de mon certificat d'étude primaire, j'ai été orienté à Gagnoa par mes parents pour poursuivre mes études. Le bac en poche, j'ai donné quelques cours de français çà et là. Ensuite, pour des raisons de santé, j'ai dû arrêter tout ça en 2013.

Après une année de soins, et sans aucun soutien, en 2014, j'ai commencé à gérer ma cabine téléphonique où je me promenais dans le marché de Gagnoa pour travailler tout en criant pour avoir des clients. Je faisais l'appel à 50fcfa. C'est ainsi que j'ai pu économiser une forte somme d'argent. Je ne peux dire le montant que j'ai obtenu par le biais des appels téléphoniques entre 2013 et 2014.

En 2015, après quelques économies et des aides de certaines connaissances et parents, j'ai donc quitté Gagnoa pour l'Algérie en passant par Korhogo, Bouaké, Boundiali, Tengréla (Côte d'Ivoire), ensuite Sikasso, Bamako (Mali) et enfin l'Algérie où je vivais dans la capitale c'est-à-dire Alger.

A Alger, je travaillais avec un arabe. Mais, il faut dire que l'arabe n'est pas du tout magnanime. En effet, mon employeur avec d'autres algériens se rendaient dans des entreprises à Alger où travaillaient les africains désireux de se rendre en Europe. Les candidats étaient donc acheminés dans le désert (Sahara).

C'est ainsi qu'en 2016, je faisais partie de ceux qui ont migré clandestinement en passant par les villes tel Ouroudjila, Debdeb et ensuite Tripoli (la capital Libyenne) et enfin la mer méditerranée pour arriver en Italie.

Aujourd'hui, le fait que la Lybie soit un pays sans gouvernement, cela fait que les africains (migrant clandestins) sont victime de graves atteintes aux droits de l'homme : l'esclavage, le viol des femmes, l'emprisonnement, la tortures, l'assassinat, etc.

Une fois à Tripoli, les trafiquants Libyens vous emprisonnent et exigent un montant de 100.000 FCFA (154€) au moins. Ce qui oblige les migrants clandestins à recourir aux parents ou à des connaissances depuis le pays d'origine afin d'obtenir la somme demandée pour être libre. Ils travaillent aussi en Lybie à temps partiel pour avoir de l'argent pour le reste du trajet mais la rémunération étant très faible souvent même tu n'es pas payé. C'est vraiment une déception totale car en Lybie c'est rien d'autre que la souffrance. Cependant, l'objectif n'est pas de rester en Lybie. Il faut franchir la mer méditerranée pour accéder à l'Europe (Italie).

Comme le trafic se fait par voie maritime, il faut donc payer une somme d'argent avec les trafiquants, ces convoyeurs qui à leur tour vous mettes abord d'une pinasse ou bateau afin de traverser la mer qui distant d'environ 5000 km (distance Lybie-Italie sur mer).

Lorsque vous avez la chance, vous rentrez en Italie sain et sauf. Vous êtes accueilli par la croix rouge qui vous envoie au camp des réfugiés.

Dans le cas contraire, en plein océan, les rebelles libyens vous font retourner au point de départ c'est-à-dire en Lybie. Par ailleurs, ils tirent à balles réelles sur la pinasse s'il s'avère que le bateau ou pinasse a été vendu par les convoyeurs. Tous les passagers sont ainsi renversés dans l'océan et livrés à leurs sorts.

Le type de bateau varie selon la somme d'agent payée par le migrant clandestin. Il y a n'en de 500.000 FCFA, 700.000 FCFA, 800000 FCFA. Mais tout cela n'empêche pas les surcharges car les convoyeurs sont plus intéressés par l'argent que par la vie de leurs prochains.

Dieu étant omniprésent par sa grâce je suis rentré sain et sauf en Italie ou j'ai été hébergé au camp. L'Italie étant un pays où les clandestins prennent élan afin de pouvoir accéder à d'autre pays de l'Europe. Personnellement, j'ai décidé de continuer en France en train où je suis passé par les différentes villes telles que Napoli, Milan (Italie) et Nice (France). Les villes que j'ai dépassées sont nombreuses. Je ne peux tous citer. Je suis actuellement à Paris (la capitale Française). »

La recherche de solutions à l'immigration clandestine: Entre intérêts familiaux, communautaires et nationaux



Il est bien reconnu que les familles et les communautés qui concourent au départ des personnes (aides financières, matériels, spirituelle, bénédictions et sacrifices) ont l'espoir que malgré les risques, le voyage et l'arrivée seront un succès. Ainsi, jusqu'à ce que ces individus puissent se prendre en charge, les aides sont toujours de mise. Ces rapports ne font qu'encourager ou donner de la valeur à ces périple et conforter ces voyageurs sans-papiers dans leur quête de réussite. Le regard tourné à chaque fois vers les siens, leur idiosyncrasie prend le dessus et permet de braver tous dangers. Dans la réalité, ces aides à eux accordées représentent parfois des manques à gagner pour les familles (au niveau de la santé, de l'éducation et autres charges fixes). Cela peut fragiliser les familles qui attendent beaucoup de leurs enfants.

L'enjeu ici reste le retour sur investissement. Ainsi, l'obtention d'un emploi temporel ou définitif permet de rembourser les dettes contractées et de venir en aide aux familles. A côté de cela, des investissements (construction de maisons, de magasins, ouvertures de commerces, création d'entreprises quelconques, participation aux activités culturelles communautaires) sont faits pour permettre aux familles d'avoir des revenus sur place en cas de difficultés des immigrés. L'on constate également des financements de nouveaux départs vers l'occident par ces derniers.

D'autre part, il est reconnu que ceux qui sont partis, participent au développement de leurs pays d'origine. Ainsi, selon la Banque Africaine de développement (2011), les envois de fonds de la diaspora de l'Afrique ont augmenté de 260% au cours de la dernière décennie, passant de 11,2 milliards USD en 2000 à près de 40 milliards de dollars USD en 2010.

A cet effet, la même source évoque la création en 2009 d'un Fonds Migration et développement:

En 2009, la Banque africaine de développement héberge le fonds fiduciaire multidonateurs Migration et développement, en appui à son initiative « Migration et développement ».

Initiative conjointe de la BAD et de la France, le Fonds a pour objectif de financer des actions permettant de contribuer: à l'amélioration des connaissances sur les transferts des fonds des migrants en Afrique; à l'accompagnement des réformes des cadres réglementaires nécessaires à l'amélioration des conditions de transfert; au développement de produits financiers susceptibles de répondre aux attentes des migrants; enfin, à l'appui aux initiatives des migrants en matière d'investissement productif et de développement local dans leur pays d'origine.



En ce sens, il s'inscrit en parfaite harmonie avec les recommandations du G20 en matière de réduction du coût des transferts et de promotion de l'inclusion financière. »

Aussi, selon le rapport de 2001 de la BAD sur le même sujet⁵, les recommandations de l'étude portent notamment sur les idées suivantes:

- La BAD peut apporter un appui technique et financier aux PMR désireux de mettre en place un environnement favorable à la mobilisation des ressources de la diaspora en élaborant des structures et mécanismes efficaces de transition économique;
- Il faut des stratégies globales au lieu de projets ad hoc;
- La BAD peut utiliser ses instruments de garantie des investissements pour stimuler la participation financière de la diaspora au développement de l'entreprise et à la croissance du secteur privé dans la région;
- Groupe de travail de la BAD sur les obligations de la diaspora: La Banque (notamment le Département de la trésorerie) et d'autres partenaires au développement des PMR envisagent d'émettre des obligations Diaspora;
- Des experts hautement qualifiés de la diaspora pourraient être recrutés sans qu'il soit nécessaire de les relocaliser physiquement, en les considérant comme des réseaux plutôt que des entités individuelles et en leur permettant d'assurer des prestations de services par interaction virtuelle.

Une question nous revient: ces chiffres peuvent-ils permettre un réel développement de l'Afrique? Assurément non car selon un autre rapport de la BAD⁶, l'Afrique perd plus de 70.000 professionnels qualifiés chaque année à cause de l'émigration, ce qui entraîne un énorme déficit des capacités humaines dans le continent.

Conclusion

L'Afrique se vide de ses forces vives, de ses talents, de ses personnes qualifiées et de ses cerveaux. La jeunesse n' imagine plus gagner convenablement sa vie dans son pays. Les jeunes veulent aller réaliser leurs rêves en Europe, abandonnant leur pays qui a besoin de leurs talents et contributions pour se développer.

Les émigrés ne sont pas tout à fait heureux dans les pays d'accueil, mais ils sont satisfaits du fait qu'ils parviennent à subvenir aux besoins de leurs familles restées au pays. Car, malgré les conditions difficiles, ces émigrés parviennent à économiser et envoyer de l'argent à leurs familles. Ils font ainsi profiter leurs proches de leur prospérité. Dans le même

5-Le rôle de la diaspora dans la construction de la nation : Leçon à tirer par les Etats fragiles et les Etats sortants de conflits en Afrique, rapport, 2011.

6-Tendances économiques : Tirer parti des capacités humaines e les financements par la diaspora, Décembre 2011.



temps, cela constitue un piège car, pour celui qui à réussi son émigration, retourner au pays sans réaliser ces objectifs est perçu comme un échec. Du fait du mythe que les jeunes ont de l'occident, les émigrés deviennent eux-mêmes des mythes. Il est donc inconcevable pour la population restée en Afrique qu'un migrant rentre à la mère patrie sans argent, ni autre richesses. Pour ces populations, une migration réussie se traduit par la construction de belles villas, d'immeubles, les plus belles voitures.

En clair, la question de la migration, avec les risques encourus et les retombés importants pour les familles, les communautés et les Etats, pose en réalité la question du développement de nos Etats africains. Un développement qui ne doit nécessairement pas se focaliser sur l'aide au développement des pays développés. Mais plutôt par la volonté de nos Etats à s'inscrire dans une véritable politique socioéconomique qualitative et inclusive. C'est cette politique que nous appelons la conscience du développement. Cette conscience du développement est l'ensemble des pratiques, des attitudes, des us et valeurs culturelles qui incarnent nos sociétés africaines afin d'œuvrer au mieux-être de nos populations.

Bibliographie

- BAD. 2011, Rapport sur le rôle de la diaspora dans la construction de la nation : Leçon à tirer par les Etats fragiles et les Etats sortants de conflits en Afrique, rapport, 2011
- BAD. Décembre 2011, Rapport : Tendances économiques : Tirer parti des capacités humaines et les financements par la diaspora.
- BONNASSIEUX Alain et Olivier plier, 2008, « Migrations Africaines: les raisons du départ? », *AutrePart*, n°36.
- BRACHET Julien, « Migrations De Transit dans la Région D'Agadez (Sahara nigérien) », *HAL*, 23 Nov 2009, 461p
- CHAPPELL Laura, et al., *Les incidences de la migration clandestine* 2010,25p
- CHAUVEAU J-P & Léonard E., 1995, « Les déterminants historiques de la diffusion de la cacaoculture et des fronts pionniers en Côte d'Ivoire », *Bulletin du GIDIS-CI*, n°11, ORSTOM-Petit-Bassam, pp 66-94.



CHOUKRI Hamed et Sylvain Laurens, Octobre 2008, « L'invention de l'immigration », *Agone* n°40,

GIULIANI Jean-Dominique, « Le défi de l'immigration clandestine en Méditerranée », *Question d'Europe*, n°352, 13 avril 2015, 6p

IBO, G. J., 2001, « Héritage colonial et programmation du développement en Côte d'Ivoire : le programme économique du gouverneur Reste (1931-1935) in *Revue Ivoirienne d'Anthropologie et de Sociologie*, N°1, p113-143.

IBO G J., 2016, « Les Burkinabè dans l'imaginaire collectif des Ivoiriens, essai d'une approche socio-historique », In Fabio Viti (sous la dir.), *La Côte d'Ivoire et ses étrangers*, L'HARAMATTAN, Paris, pp. 61-82.

JOVELIN Emmanuel, « Les jeunes issus de l'immigration confrontés à la discrimination », *Homme et migration*, 2011, 104-113p

MARABET Omar, « Termes de référence pour une étude sur le profil migratoire de la Côte d'Ivoire », *contrat Cadre Europeaid*, n°2006/131604, Mars 2006, 59p

MARTIN, Ivan, « La contribution économique des immigrants en Espagne », communication présentée à l'Université Ouverte Migrations et droits humains, INSEA- Rabat, 2007, 18 p

SARDAN Jean Pierre Olivier de, 1995, *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris Karthala, 221p

SUTHERLAND Peter, « La Migration et les Jeunes : défis et Opportunités », *Etudes marines*, n °97, 15 mars 2013

TIMERA Mahamet, Les migrations des jeunes Sahéliens : affirmation de soi et émancipation, *Autrepart*, n° 18, 2001, 37-49p

YAO Assogba, « Et si les Africains de la Diaspora étaient des acteurs du Développement de l'Afrique? », *Série Recherche*, n°25 Juillet 2002, 18pp.

ZONGO M., 2005, « Entre-deux: la communauté burkinabé dans l'ouest forestier ivoirien: crise économique, relations intercommunautaires et questions d'appartenance », In *Le journal des Sciences Sociales* n°2. pp21-38